

Communiqué de presse

Mercredi 8 juin 2011

Pour un approvisionnement électrique sûr – demain aussi

economiesuisse regrette la décision du Conseil national de sortir du nucléaire. Avec sa capacité d'innovation, l'économie est prête à faire face à une refonte de l'approvisionnement énergétique. Elle soutient aussi la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, compatible avec l'économie de marché. Dès lors qu'on ignore encore quand et comment il sera possible de se passer de l'énergie nucléaire, l'absence de solutions de remplacement crédibles menace la sécurité d'approvisionnement de la Suisse.

Alors qu'ils ne disposent pas d'éléments solides, le Conseil fédéral puis le Conseil national ont pris la décision de principe de sortir du nucléaire et soutenu des interventions dans ce sens. C'est une première décision parlementaire dans un long processus politique. economiesuisse regrette que la majorité du Conseil national n'ait pas attendu de disposer de bases de décisions fondées pour prendre une décision aussi importante. Aux yeux de l'économie, les propositions du Conseil fédéral comportent principalement les défauts suivants :

La réduction de la consommation attendue est surestimée : les chiffres sont irréalistes

En 2007, le Conseil fédéral estimait que la consommation d'électricité annuelle se monterait à 86 térawattheures en 2050. Aujourd'hui, il table sur 61 térawattheures seulement.

Les conséquences économiques n'ont pas été évaluées

L'Office fédéral de l'énergie lui-même indique que les conséquences économiques d'une sortie du nucléaire n'ont pas été analysées en détail et qu'elles sont entachées d'une grande incertitude.

Les conséquences pour le climat n'ont pas été prises en compte

Avec les choix du Conseil fédéral et du Conseil national, le gaz naturel deviendrait le principal agent énergétique après l'eau. Les rapports du Conseil fédéral ne précisent pas ce qu'impliquent les émissions de CO₂ supplémentaires pour la politique climatique de la Suisse.

Le potentiel des énergies renouvelables et des importations est surestimé

Jusqu'ici, l'Office fédéral de l'énergie estimait le potentiel des énergies renouvelables à 5,4 térawattheures d'ici à 2035 – et elles doivent fournir tout à coup 22,6 térawattheures. De plus, les hypothèses concernant les possibilités d'importation sont illusoire que ce soit pour des raisons politiques ou techniques. Le fait est que la majorité des pays d'Europe occidentale connaîtront aussi une dangereuse pénurie d'électricité.

Les coûts totaux devraient être bien supérieurs

En réalité, les coûts occasionnés par la sortie du nucléaire devraient être bien plus hauts que ceux avancés – ils sont estimés entre 0,4 % et 0,7 % du PIB ou quelque 2,5 milliards de francs par an. Si on tient compte de l'extension des réseaux, de la construction de nouvelles installations de production, des fortes hausses de prix pour toutes les sources d'énergie, de la délocalisation de branches à forte

intensité énergétique et d'autres coûts indirects, les coûts économiques effectifs seront beaucoup plus élevés. Une décision d'une telle portée doit être solidement étayée.

L'économie est ouverte à un dialogue constructif

L'économie est toujours prête à contribuer de manière constructive à la mise en place d'un approvisionnement énergétique fiable, compétitif, indépendant et respectueux de l'environnement. Pour l'économie suisse, les éléments ci-après revêtent une importance centrale :

- Il convient d'élaborer une stratégie énergétique globale dans le cadre d'un dialogue – comme pour les précédentes décisions clés de politique énergétique. Une **commission d'experts** réunissant des représentants des milieux scientifiques et économiques, de la branche de l'énergie, de l'administration et d'associations doit en élaborer les bases.
- Les **demandes d'autorisation générale** en cours pour le remplacement des centrales nucléaires restent gelées pour l'instant.
- En lien avec la stratégie énergétique globale, l'économie soutient l'élaboration d'un **plan directeur**, à la fois ambitieux et réaliste, en vue du développement des énergies renouvelables sur une base d'économie de marché. De plus, il importe d'accroître les ressources consacrées à la recherche et au développement et de simplifier les procédures d'autorisation pour la construction de projets dans le domaine de l'énergie, de l'assainissement des bâtiments et de la mise en place de lignes de transport.
- La Suisse développe les **possibilités de pompage-turbinage** dans le but de compenser, au fil des jours et des saisons, l'irrégularité de la production d'électricité éolienne ou solaire.
- L'économie poursuit sa stratégie d'**accroissement de l'efficacité énergétique**, qui est un succès, également en comparaison internationale. Elle participe à la fixation de nouveaux objectifs d'efficacité.
- Les **centrales existantes** restent en activité aussi longtemps que la sécurité est garantie.
- Afin d'éviter la pénurie d'électricité qui se dessine et de garantir la sécurité de l'approvisionnement à moyen terme, il faut construire d'ici à 2020 le **nombre requis de centrales à cycle combiné alimentées au gaz**.
- Toutes les entreprises peuvent compenser les **émissions de CO₂** de manière flexible, via des mesures réalisées en Suisse et à l'étranger, pour atteindre l'objectif climatique de la Suisse (-20 % d'ici à 2020).
- En raison des goulets d'étranglement qui menacent en Europe, le **taux d'importation** est maintenu à un bas niveau. La Suisse s'efforce de conclure des accords sur l'électricité pour améliorer la sécurité de la planification (approvisionnement et prix).
- L'**option de l'énergie nucléaire** est maintenue, en particulier dans la perspective de son évolution technologique. Aussitôt qu'on aura effectué un état des lieux sur le développement futur de l'énergie nucléaire, les technologies disponibles dans le domaine des énergies renouvelables et leur potentiel ainsi que sur les mesures visant à accroître l'efficacité, il sera possible de prendre des décisions politiques avec la participation des électeurs.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch